

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société PACCOR
située sur le territoire de la commune d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien
(AIOT 0010000323)

LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 733 du 02 avril 1973 de la société ONO ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2122 du 03 août 1999 de la société SA POLARCUP France à titre de régularisation et d'extension pour l'exploitation de ses activités de transformation de matières plastiques sur le site d'AUNEAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2004 portant prescriptions relatives à la réalisation d'un diagnostic environnemental et d'une étude technico-économique tendant à la réduction des émissions de composés organiques volatils générés par les installations de production de la société Huhtamaki France SA implantée route de Roinville sur le territoire de la commune d'Auneau ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2006 relatif à l'adjonction d'une source radioactive scellée et à la surveillance des eaux souterraines à l'aplomb du site exploité par la société HUHTAMAKI France SA implantée route de Roinville sur le territoire de la commune d'Auneau ;

Vu la lettre préfectorale n° 2122 du 03 août 1999 autorisant la société POLARCUP SA – à laquelle s’est substituée la société HUHTAMAKI France SA – à exploiter une installation de transformation de polymères installée route de Roinville sur le territoire de la commune d’Auneau ;

Vu la lettre préfectorale du 26 avril 2013 autorisant la société PACCOR – à laquelle s’est substituée la société POLARCUP SA – à exploiter une installation de transformation de polymères installée route de Roinville sur le territoire de la commune d’Auneau ;

Vu la déclaration de cessation d’activité totale en date du 15 octobre 2025 ;

Vu l’article R. 512-75-1 et R. 512-66-1 du Code de l’environnement ;

Vu le rapport de l’inspecteur de l’environnement transmis à l’exploitant via le guichet unique GunEnv en date du 9 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l’environnement ;

Vu le courrier en date du 9 mars 2026 informant l’exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations.

Vu les observations de l’exploitant formulées par courriels en date des 23 et 24 mars 2026 ;

Vu le courrier de l’inspection daté du 30 mars 2026 en réponse aux observations de l’exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 30 janvier 2026, l’inspecteur de l’environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l’exploitant n’a pas procédé à l’élimination de l’ensemble des déchets ;
- l’exploitant n’a pas supprimé les risques d’incendie et d’explosion ;
- l’exploitant n’a pas transmis d’attestation de mise en sécurité du site PACCOR situé à Auneau-Bleury-Saint-Symphorien ;

Considérant que le dossier de cessation d’activité susvisé mentionnait une mise à l’arrêt totale de l’installation au 15 février 2026 ;

Considérant que la présence de déchets à la date de l’inspection ne respecte pas les délais de mise en sécurité du site liés à sa cessation d’activité ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R. 512-75-1 et R. 512-66-1 du Code de l’environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l’article L. 171-8 du Code de l’environnement en mettant en demeure la société PACCOR, de respecter les prescriptions des articles R. 512-75-1 et R. 512-66-1 du Code de l’environnement, afin d’assurer la protection des intérêts visés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d’Eure-et-Loir

ARRÊTE

Article 1 – Respect des prescriptions

La société PACCOR France située à Auneau-Bleury-Saint Symphorien, est mis en demeure :

1. de respecter les dispositions de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement en procédant à l'évacuation des produits encore présents sur site ainsi que des déchets observés le 30/01/2026 **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
2. de respecter les dispositions de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement en procédant à l'évacuation des produits et déchets susceptibles de présenter un risque d'explosion et d'incendie, **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
3. de respecter les dispositions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement en transmettant à l'inspection des installations classées une attestation de mise en sécurité du site PACCOR situé à Auneau-Bleury-Saint Symphorien, **dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – Notifications-publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.


- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 6 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 03 AVR. 2025

Le Préfet, pour le Préfet,
la Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN